



LA FNSEA, TOUJOURS
À LA RESCOURS DE L'AGRO-INDUSTRIE
MAIS JAMAIS
DU MONDE AGRICOLE OU DE LA DÉMOCRATIE

COMMUNIQUÉ



Attac et l'Union syndicale Solidaires, organisations co-déclarantes du Village de l'eau, dénoncent une énième manœuvre politique de la FNSEA et des Jeunes agriculteurs. En portant plainte contre le maire de Melle, Sylvain Griffault, en distillant un récit mensonger et clivant, ils et elles agitent des épouvantails contre celles et ceux qui luttent pour la défense de l'eau et de la terre et donc contre les mégabassines, protégeant le système agro-industriel bien plus que leurs adhérent-es et leurs terres.

Alors que le lobby libéral majoritaire s'était déjà illustré, lors de la dernière mobilisation agricole, par une tentative de récupération de la colère du monde paysan sans toutefois répondre concrètement à leurs revendications, nous apprenons ce mardi 30 juillet par un communiqué signé par seize syndicats FNSEA et JA (antichambre jeunesse de la FNSEA) que ceux-ci annoncent déposer plainte contre le maire de Melle, Sylvain Griffault.

Entre déclarations mensongères et hyperboles à tout va, le communiqué précédemment mentionné constitue une preuve de plus, si besoin était, que l'intention de la FNSEA n'est décidément pas de défendre le monde agricole, les habitant-es du territoire et la démocratie mais bien plutôt l'agro-industrie.

L'Union Syndicale Solidaires (union syndicale interprofessionnelle) et Attac France, (association militante pour la justice fiscale, sociale et écologique par l'action citoyenne et l'éducation populaire), toutes deux organisations co-déclarantes du village de l'eau, rappellent que seul un projet de rupture du système libéral sera à même de préserver à la fois les travailleur-ses du monde agricole et la biodiversité dans son ensemble. En effet, le capitalisme, appliqué de manière particulièrement cynique au monde agricole, détruit les emplois (- 208 000 entre 2010 et 2020) et les exploitations (- 100 000 entre 2010 et 2020), tout en causant des dommages environnementaux dramatiques et en attaquant la démocratie.

Nos organisations, portent solidairement la question du partage et de la préservation des communs, en particulier l'eau et la terre. Il s'agit là d'une question de société fondamentale et d'une question démocratique qui ne peut être confisquée aux

habitant-es, aux citoyen·nes au profit d'un organisme libéral qui ne défend même plus les intérêts des ☒travailleur·ses de son secteur ni même de ses propres adhérent-es (seules 7,3 % des surfaces agricoles étaient arrosées en France en 2020 et seulement 6% des agriculteur·ices raccordé-es aux bassines en Deux-Sèvres).

Nous nous opposons au système des bassines, qui sont un symbole de mal adaptation et de confiscation. Elles présentent de nombreuses faiblesses : nous avons toutes et tous besoin d'eau pour nos cultures, que nous irriguons ou pas, pour boire, pour vivre.

Le village de l'eau a accueilli 30 à 40 000 personnes. 5000 à 6000 personnes se sont formées toute la semaine à reconstruire des formes de démocratie directe sur la gestion de nos communs, en capacité d'organiser un partage équitable de l'eau adapté à la ressource en eau disponible sur le territoire et prenant en compte prioritairement le milieu et nos besoins en eau potable.

Par ce communiqué, nous dénonçons donc cette énième manœuvre politique de la FNSEA uniquement destinée à distiller un récit mensonger et clivant en agitant épouvantails et peur. Nous nous questionnons sur les "désarmements" évoqués : s'agit-il d'une allusion à l'incendie d'un champ de blé heureusement moissonné provoqué par les forces de "l'ordre" ou bien de la tentative de repeuplement d'une bassine par des lentilles d'eau ? Nous rappelons notre attachement aux libertés d'expression et de manifestation et leur caractère inaliénable et fondamental.

Nous réaffirmons enfin et surtout notre soutien plein et entier à Sylvain Griffault et au conseil municipal de Melle qui, par son courage exemplaire et en cohérence avec ses mandats, pose les jalons d'une gestion publique et politique de l'eau et de la démocratie que nous voulons dans le sens de l'intérêt général.

En conclusion, nous rappelons nos priorités :

- Un moratoire sur les méga-bassines**
- Un revenu digne pour tous les paysans et paysannes**
- Une rupture avec les accords libéraux de libre-échange**